

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/2 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.2.51739

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

paru aujourd'hui, mais qui était demeuré bien vivant dans les deux pays jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

L'ambition du livre est considérable, puisqu'il retrace, selon le point de vue ainsi choisi, quelque deux siècles d'histoire française et d'histoire allemande. Il alterne l'une et l'autre, plutôt qu'il ne les entrelace, au fil de chapitres en gros chronologiques. Deux *leitmotive* donnent leur unité à cette enquête: la perception que l'on a du personnage historique de Napoléon, qui varie beaucoup selon les époques, en fonction de l'actualité du moment; la quête obstinée, dans les deux pays, par des groupes sociaux plus ou moins larges, d'un nouveau César, dont Napoléon aurait fourni le modèle idéal.

Ces deux thèmes ont déjà été fort bien traités dans l'historiographie française, que l'auteur mobilise d'ailleurs avec bonheur. On sait que l'image de Napoléon a servi de miroir aux générations successives, qui l'ont plusieurs fois mobilisée¹. Quant au bonapartisme, il n'a cessé de se trouver de nouveaux avatars, de Napoléon III à Boulanger, et jusqu'à De Gaulle². Du côté allemand, la problématique est un peu différente: si le personnage de Napoléon retrouve de façon récurrente une certaine aura, si on l'instrumentalise quelquefois, contre l'Angleterre notamment, il est difficile d'oublier tout à fait que la nation allemande s'est construite contre lui en 1813. Du coup, la dimension proprement napoléonienne n'apparaît que de façon assez fugitive, tandis que le thème de la recherche de «l'homme fort» occupe la première place. Or, une difficulté éclate aussitôt: comment devenir Bonaparte ou César sous un souverain légitime? Ni Blücher ni même Bismarck, en dépit de toute leur popularité, ne peuvent ni n'imaginent accéder à ce statut, qui ne devient concevable qu'après 1918. Ludendorff aurait bien voulu sans doute, mais seul Hindenburg était populaire. En définitive, c'est Hitler qui captera les aspirations diffuses de l'opinion à se rassembler derrière un chef charismatique.

La matière embrassée est donc immense, ce qui n'empêche pas l'érudition de rester très sûre – et l'on apprendra beaucoup de détails peu connus. On regrettera en revanche d'assez nombreuses coquilles, notamment dans les citations fournies en français. Quant à la méthode, elle ne convainc pas tout à fait. Si la question posée ne manquait pas d'intérêt, on n'obtient guère, en guise de réponse, que deux récits parallèles, intéressants en eux-mêmes, mais finalement assez peu éclairants sur les ressorts des histoires respectives.

Michel KERAUTRET, Paris

Eberhard WEIS, Montgelas. Zweiter Band: Der Architekt des modernen bayerischen Staates 1799–1838, München (C. H. Beck) 2005, 872 p., 5 ill., ISBN 3-406-03567-1, EUR 69,90.

Le nom de Montgelas est peu connu en France. Or, ce Munichois d'origine savoyarde eut de 1799 à 1817, période incluant quinze années de domination napoléonienne sur l'Europe centrale, le redoutable honneur d'exercer en fait les fonctions de premier ministre de la Bavière, c'est à dire du troisième des États allemands, après l'Autriche et la Prusse, par son importance démographique et militaire.

Dans un premier volume, M. Weis avait raconté la jeunesse de Max-Joseph de Garneron, comte de Montgelas, né à Munich en 1759; ses études de droit à Strasbourg et à Ingolstadt, sa nomination au *Hofrat*, au service de l'électeur de Bavière, son adhésion à l'ordre des Illuminés; son passage en 1785 au service du duc de Deux-Ponts, et sa spécialisation en politique étrangère. Mais le facteur capital dans son ascension fut l'amitié dont l'honora le prince Max-Joseph de Bavière. Lorsque celui-ci, en 1799, succéda de façon inattendue à l'électeur Charles Théodore, et devint Maximilien IV-Joseph, Montgelas l'accompagna dans sa capitale. Il y fut nommé ministre des Affaires étrangères, mais il devait exercer son

1 Natalie PETITEAU, *Napoléon de la mythologie à l'histoire*, Paris 1999.

2 René RÉMOND, *Les droites en France*, Paris⁵1985.

influence dans d'autres domaines: l'Intérieur et les Finances. Déjà, en 1796, il avait rédigé à l'attention du prince un programme de réformes inspiré tant par le despotisme éclairé que par les événements de France: tolérance religieuse, égalité juridique et fiscale, réformes scolaires, égalité d'accès aux emplois publics:

»Qu'est-ce qu'une grande vie« dira Alfred de Vigny »sinon une pensée de la jeunesse exécutée à l'âge mûr?« La vie de Montgelas s'inscrit largement dans cette formule.

Ce grand livre, dû à M. Weis, professeur à l'université de Munich, a été conçu à partir de très vastes dépouillements, opérés, non seulement dans les archives bavaroises et viennoises, mais aussi dans celles du Vatican, de Londres et du quai d'Orsay, ainsi que dans différents dépôts privés appartenant à de grandes familles. Les sources imprimées et les travaux antérieurs ont été mis également à contribution. En fin de volume, une bibliographie comporte plusieurs centaines de titres, dont ceux, et c'est fort heureux, des articles de l'auteur qui avaient traité de points précis (p. 556–857).

L'ouvrage se lit agréablement, notamment parce que M. Weis est passé maître dans l'art du portrait. Il a su faire revivre non seulement le ministre, mais aussi son épouse Ernestine, comtesse d'Arco, qui apporte dans le récit d'une vie forcément austère des touches d'originalité et de fantaisie. Elle n'en fut pas moins une honnête mère de famille à laquelle son mari était fort attaché.

Montgelas apparaît le type même de l'homme d'État d'Ancien Régime, distingué par la faveur et, en l'occurrence, par la clairvoyance du prince. Son pouvoir dépend de sa bonne entente avec celui-ci. Or Maximilien IV-Joseph et lui se connaissent de longue date, ils ont la même culture, la même pratique parfaite de la langue française. Montgelas est honnête – les ambassadeurs à Paris et à Saint-Petersbourg sont mieux payés que lui – mais il bénéficie de libéralités du prince. Il se montre homme d'affaires avisé, ainsi qu'en témoignent ses achats de biens. Tout en ayant été dans sa jeunesse marqué par la philosophie dite des Lumières, il est avant tout un pragmatique, un serviteur de son prince. Ses réformes administratives tendront toujours à renforcer l'autorité de celui-ci. On ne distingue chez lui aucun sectarisme, même lors de la sécularisation des monastères, dans laquelle il semble avoir vu surtout un facteur de la modernisation de l'agriculture (p. 212–215). Il mourra d'ailleurs en paix avec l'Église.

Le domaine dans lequel Montgelas réussit le mieux est la politique étrangère. Il héritait du passé une tradition d'entente et même d'alliance avec la France, conséquence, au moins en partie, des craintes engendrées par les visées annexionnistes de l'Autriche. Même au moment où les relations franco-bavaroises seront au plus bas, il déclarera: »Il faut une France à la Bavière« (p. 685). D'autre part, le service du prince comportait le devoir de participer à la réorganisation territoriale et politique de l'Allemagne et de profiter des circonstances pour accroître le territoire bavarois. De 1799 à 1812, Montgelas agit avec succès et put obtenir de riches dédommagements pour la perte de quelques territoires rhénans. Il utilisa tous les moyens en usage dans la diplomatie d'alors. Dans des pages aussi savoureuses que bien documentées, M. Weis y évoque le rôle de la corruption avec notamment les fastueux cadeaux faits à Talleyrand et à d'autres (p. 137–146). Dans la politique d'entente avec la France, il semble que l'on assiste, au moins dans ses grandes lignes, au retour de l'alliance franco-bavaroise des XVII^e et XVIII^e siècles. Le mariage d'Eugène de Beauharnais, beau-fils de l'Empereur des Français, avec une princesse bavaroise évoque celui du Grand Dauphin avec Marie-Anne-Christine en 1679. D'autre part, si l'électeur ne peut s'élever aussi haut que son prédécesseur Charles VII, il n'en devient pas moins roi en 1805. Enfin on voit apparaître une sorte de résurrection de la Ligue du Rhin du temps de Mazarin: une Confédération protégée par Napoléon. Toutefois il n'est pas question de servilité de la part de la part de Maximilien 1^{er}-Joseph; il ne se rend pas aux couronnements de Napoléon ni à Paris, ni à Milan. Certes, la Bavière, comme dix-huit autres pays allemands, devient membre de la Confédération du Rhin. Mais si Montgelas admet que les pays qui la composent soient des alliés, il empêche qu'ils reçoivent un sta-

tut constitutionnel, qui en resserrant leur union, n'aurait pas été loin de les réunir en un État. Certes Wagram permet à Maximilien 1^{er}-Joseph d'adjointre le Tyrol à la Bavière, mais Montgelas est sans illusions au sujet de l'avenir politique de Napoléon et de ses réalisations (p. 263). Lucidité que confirme un voyage à Paris, en 1810, où l'Empire ne lui semble plus reposer que sur l'armée et le Trésor. Après Wagram et naturellement plus tard encore, il mesure la croissance du sentiment anti-français en Allemagne. Il estime qu'après l'inéluctable fin de la domination napoléonienne ses desseins de ministre seront largement réalisés: l'achèvement territorial du royaume, les réformes intérieures qui vont toutes dans le sens de la modernisation et de l'autorité de l'État. En attendant, il s'efforce d'obtenir des atténuations aux exigences de Napoléon par le dialogue avec les ambassadeurs de celui-ci, des hommes d'Ancien Régime, Louis de Narbonne, François-Joseph de Mercy-Argenteau. Mais l'Empereur se montre inflexible: pour la campagne de Russie, il faut lui fournir 30 000 hommes dont 396 officiers, et la plus grande partie de l'artillerie bavaroise. À Dresde, il met dans sa poche, sans la lire, la lettre du roi. Montgelas considère «une guerre entre la France et la Russie, comme tout à fait impolitique pour l'une ou l'autre de ces deux puissances» (p. 656, note 36). Les levées d'hommes et les privations dues au blocus continental font craindre des soulèvements au Tyrol et dans les provinces récemment annexées d'Ansbach et de Bayreuth et même dans la vieille Bavière (p. 661). C'est à partir de mars et d'avril 1813 que Montgelas tire les conséquences des événements et commence à jouer double jeu dans l'intérêt de la Bavière. Alors que les Français ont évacué Berlin et Hambourg, la cavalerie russe menacerait Bayreuth. Comme Napoléon ne fait aucune offre d'aide à son allié, Montgelas fait interdire aux troupes bavaroises de marcher vers le nord pour se mettre à la disposition de l'Empereur comme celui-ci le lui demandait. Il entend les réserver pour la défense du royaume (p. 662). La Bavière se trouve alors prise entre deux blocs: l'alliance russo-prussienne et l'Autriche encore neutre. Max-Joseph craint qu'une victoire de Napoléon n'amène l'empereur François à s'entendre avec son genre aux dépens de la Bavière. Montgelas mesure à quel point l'état d'esprit des populations a évolué. Il emploie le terme «sentiment national» en l'appliquant clairement à toute la population allemande et non pas à celle d'un pays en particulier (p. 605, 654–672). Le roi et le prince héritier Louis, celui-ci enflammé par ce même esprit patriotique de 1813, confrontent vivement leurs points de vue. Le roi, après la victoire de Napoléon à Bautzen et la reconquête de Hambourg par Davout ne peut réfréner sa méfiance vis à vis de l'Autriche. Il est par ailleurs pénétré du sens de l'honneur, impliquant le respect du traité d'alliance et au demeurant, il ne peut s'empêcher d'admirer Napoléon. Montgelas se montre plus froid, plus rationnel, et pense à la «bayerische Staatsraison». Comme il l'a fait en 1805 avant la conclusion de l'alliance avec la France. Agissant en serviteur lucide et dévoué, il expose à son prince le pour et le contre des décisions entre lesquelles il faudra choisir. Il appartiendra au roi de trancher. La décision est encore retardée fin août par la victoire de Napoléon à Dresde. Le traité de Ried, qui consacre le renversement des alliances, n'est signé que le 8 octobre 1813 alors que la bataille de Leipzig n'est pas encore commencée. Il entraîne la débâcle de la Confédération du Rhin. Il est indéniable que Montgelas en conseillant à son roi de ne pas lier le destin de la Bavière à celui de l'empereur des Français, qu'il estime voué à la défaite, lui a rendu un immense service. Et pourtant, en dépit de tous ses mérites, alors qu'il s'était identifié à son pays natal dans toutes les phases de sa vie, Montgelas, en 1817, doit quitter le gouvernement. À son très grand étonnement, il est disgracié comme un ministre d'Ancien Régime. C'est là le résultat de diverses et méchantes intrigues de cour. Certes, Montgelas ayant la charge de trois ministères, était surmené. Mais une des causes de son renvoi, et c'était là un point faible de son gouvernement, souligne M. Weis, il n'aurait pas pris les mesures de précaution qui auraient atténué les méfaits de la crise frumentaire européenne de 1816–1817. Il conviendrait aussi de ne pas négliger à son égard, l'hostilité du prince héritier, qui l'accusait de s'interposer entre le roi et lui. Il avait distribué des postes au mérite et un groupe de hauts fonctionnaires insatisfaits et hostiles fournissait à ses adversaires des éléments de critique. Certains libelles lui

reprochaient une politique trop conservatrice. On ne sait pas exactement, le rôle qu'a pu jouer, dans cette disgrâce, le comportement bizarre parfois d'Ernestine.

Mais son bilan n'apparaissait pas moins positif, tant en politique intérieure, qu'avec l'entrée de la Bavière dans la nouvelle Confédération germanique créée après le Congrès de Vienne. Sur ce point encore, homme d'Ancien Régime, Montgelas se méfiait des aspirations à l'unité allemande: il écrivait »On veut absolument que la nation allemande devienne un peuple fort, et en voulant le rendre tel, on commenceroit par le faire passer par le creuset de l'anéantissement« (p. 719, note 72). D'autre part, il critique vivement la haine que le mouvement nationaliste porte à la France. Dans un ultime »compte-rendu« au roi, il peut souligner que la période 1799–1817 constitue l'une des plus riches de l'histoire de la Bavière. De fait, outre le salut et l'agrandissement du pays, et la préservation de sa paix intérieure, des réformes d'une importance capitale ont eu lieu en matière sociale, juridique, économique, administrative, et scolaire. Dans ce dernier secteur, M. Weis raconte avec humour la »querelle des lettrés« (p. 625–633), fertile en rebondissements, dont les principaux protagonistes furent Friedrich-Heinrich Jacobi, un Rhénan, et le baron Johann-Christoph von Aretin. Le conflit eut des prolongements divers même dans le monde des étudiants et des lycéens. Montgelas mesurait manifestement l'importance que pouvait revêtir la vie intellectuelle dans la réunification de son pays. Sa bibliothèque apparaît d'ailleurs très représentative de sa vaste culture.

Il est des biographies qui contiennent plus que leur titre et qui présentent une sorte de coupe de l'histoire d'un pays: ainsi la vieille »Histoire de Louvois« de Camille Rousset, et plus proche de nous le Prinz Eugen de Max Braubach. Le grand ouvrage de M. Weis s'inscrit dans cette tradition. L'histoire de la Bavière durant vingt années fertiles en événements et en réalisations apparaît indissociable de la vie de Montgelas. Cette biographie, oeuvre de science et de précision, rédigée dans une très belle langue, est un grand livre, non seulement primordial pour comprendre l'histoire de ce pays, mais aussi celle de l'Allemagne et des relations franco-allemandes au cours de la tragique période napoléonienne.

René PILLORGET, Paris

Gendarstellung – Rezension, Francia 33/2 (2006), Seite 364f.

Angelika ERNST, Die Einführung des napoleonischen Steuer- und Verwaltungssystems in Lüneburg 1810/1811 unter Ablösung der alten Rechtsnormen, Seth (Hüsterlo Verlag) 2004, 232 S., ISBN 3-9806800-3-7, EUR 39,90.

Schon Goethe hatte seine liebe Not mit seinen Rezensenten, wie nicht nur sein berühmtes »Der Rezensent« betitelt Spottgedicht zeigt, sondern auch ein Brief vom 7. Januar 1806 an seinen Mitarbeiter Friedrich Wilhelm Riemer: Die Rezensenten läsen die zu beurteilenden Bücher nur oberflächlich, lediglich »so so« (s. Artemis-Gedenkausgabe der Werke, Briefe und Gespräche, Zürich und Stuttgart 1948ff., Bd. 22, S.419). Dieser Vorwurf trifft leider auch auf die Rezension von Herrn Stubbe da Luz zu, wie an folgenden Punkten gezeigt werden soll.

1. Zeile 35–37 der Rezension: Hier wird eine Tabelle meines Buches (S. 175) kritisiert und die Behauptung aufgestellt, sie enthalte »keinerlei Hinweis auf das Ausmaß der Belastung [von 1810/11]«. Dies kann sie auch nicht leisten, da die Überschrift »Die Steuerlast der Lüneburger vor 1810/11« und nicht wie in der Rezension zu lesen ist *von* lautet. Bei intensiver Lektüre meines Buches hätte Herr Stubbe da Luz sich an die Ausführungen auf den Seiten 84 und 153 erinnern müssen. Hier wurden die angemahnten Steuersummen detailliert angegeben.

2. Zeile 44–47 der Rezension: Die Tabelle auf Seite 153 meiner Dissertation veranlaßte Herrn Stubbe da Luz vorzuschlagen, die Berichte des »mitteilsamen Unterpräfekten Barthélemy« in den Pariser Archives nationales auszuwerten, denn sie enthielten die Steuerlast